

Rentrée 2011 : Mobilisés contre la casse de l'école !

La rentrée scolaire est le moment de faire le point sur la situation de l'éducation nationale et sur l'avenir de nos enfants. Entre les fermetures de classes, les postes supprimés, la formation inadaptée des enseignants stagiaires, la baisse des moyens consacrés à l'encadrement des enfants, nous voyons l'école de la République davantage fragilisée chaque année, avec à la clef un renforcement des inégalités.

Les élus que nous sommes prenons résolument parti pour la défense d'une l'école pour tous, qui soit l'outil d'une véritable émancipation des jeunes, et non plus une simple variable d'ajustement budgétaire.

La casse de l'école : une réalité en chiffres

- Si Nicolas Sarkozy annonce le « gel » des suppressions de poste en école primaire pour...2012, on compte **bel et bien 16 000 nouvelles suppressions de postes au plan national pour cette rentrée 2011** dans l'éducation nationale, et 1500 fermetures de classes
- **66 400 postes** supprimés par la droite au pouvoir depuis 2007, soit 8% des effectifs
- **La France possède, de tous les pays de l'OCDE, le plus faible taux d'encadrement de ses élèves**, avec 6,1 professeurs pour 100 élèves

L'école publique en danger.

Les suppressions de postes et fermetures de classe mettent à mal la qualité du système éducatif, avec en conséquence directe l'augmentation du nombre d'élève par classe. L'ensemble des orientations gouvernementales, à commencer par le dogme de suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux qui justifierait tous les sacrifices, conduisent à une dégradation générale des conditions d'études pour les jeunes.

En limitant l'accès à la maternelle dès 2 ans dans la plupart des écoles, le ministre de l'éducation nationale minimise l'importance de la scolarisation des jeunes enfants. La qualité de l'accueil des enfants est ainsi diminuée pour réaliser des économies sur le dos des familles et des collectivités auxquelles il incombera de financer des places d'accueil pour la petite enfance.

➔ **Réduire les inégalités scolaires passe au contraire par un allongement de la scolarisation des enfants jusqu'à 18 ans, en la rendant accessible dès 2 ans!**

Les moyens consacrés aux zones d'éducation prioritaire, les postes d'assistants dans les écoles maternelles, les auxiliaires de vie scolaires, ou encore les RASED, pour combattre les difficultés scolaires, sont supprimés par ceux-là même qui tiennent un discours hypocrite sur « l'égalité des chances ».

Dans la logique d'une marchandisation des savoirs et d'une formation qui répondrait aux seuls besoins immédiats des entreprises, l'individualisation des parcours et la concurrence entre établissements sont devenues la règle, témoignant de l'instauration d'une école à plusieurs vitesses, avec laquelle on renonce à mettre l'excellence à portée de tous.

➔ **Nous refusons de laisser s'accroître cette concurrence et les inégalités entre les établissements.**

entations données par le ministre Chatel, il faut impulser une assiste de l'éducation nationale répondant aux besoins des élèves qui apprendre.

Elus et collectivités locales engagés pour la réussite scolaire pour tous

Notre ambition : Sortir des orientations actuelles, et mettre en place les mesures qui permettent une école de la réussite pour tous

- Créer un fonds de lutte contre les inégalités.

- Mettre en place un plan de recrutement massif d'enseignants qualifiés.

- Consacrer 7% du PIB aux dépenses d'éducation.

La baisse des moyens consacrée à l'accompagnement des élèves en difficultés ou aux quartiers populaires renforce les inégalités sociales en encourageant leur reproduction au sein de l'école. De même, les fermetures de classes et les projets de regroupements d'établissements menacent directement l'existence de certaines écoles en zones rurales, avec pour conséquence d'importantes inégalités territoriales.

Nous défendons le droit pour tous les jeunes d'accéder dans la proximité à une formation de qualité et choisie.

Les collectivités locales (communes, conseils régionaux et généraux...) sont impliquées dans le bon fonctionnement du système scolaire, ainsi que dans l'aménagement du territoire indispensable pour créer les bonnes conditions d'accès de tous à l'école.

Elles doivent peser de tout leur poids aux côtés de la communauté éducative pour que l'Etat assume ses missions, afin d'assurer une égalité pédagogique réelle sur tout le territoire.

Dans un contexte de réforme territoriale et de baisse de leurs financements, le désengagement de l'état en direction des collectivités locales contribue à renforcer les inégalités. **Le caractère national du service public de l'éducation, et sa continuité sur tout le territoire, doivent être réaffirmés.**

Nous entendons, dans les mobilisations et dans notre travail d'élus au quotidien, mener ce combat de façon déterminée.

Les élus communistes et républicains sont à vos côtés au cœur des luttes pour la défense de l'école.

Le 27 septembre, avec les parents, les jeunes, les enseignants et personnels de l'éducation, rassemblons-nous pour la défense de l'École !

Contact : ANECR, 10 rue Parmentier 93100 Montreuil-sous-Bois www.elunet.org